

Association des Professeurs d'Histoire et de Géographie (APHG)

Note de synthèse sur les Programmes d'Histoire-Géographie-Education civique en classe de Troisième et le nouveau Diplôme National du Brevet (DNB)

Par Marc Charbonnier<sup>1</sup>

*Réunion avec la Direction générale de l'Enseignement scolaire – Paris, le 24 juin 2013*

En 2008, les nouveaux programmes<sup>2</sup> entendaient s'inscrire dans la durée et contribuer à l'acquisition progressive de contenus scientifiques solides, mais aussi de capacités et d'attitudes, illustrant ainsi la belle formule de Lucien Febvre : « *les savoir-faire ne sont pas moins importants que les savoirs* ». Des aspects positifs ont été relevés par la Commission nationale des Collèges de l'APHG, **mais à l'heure du bilan, plusieurs points méritent d'être précisés et amendés afin d'atteindre les objectifs fixés**. D'une manière générale, il convient d'insister sur la réaffirmation de l'identité de nos programmes disciplinaires, qui donnent parfois l'impression d'être peu à peu dilués dans une Ecole du socle qui s'appuie davantage sur le concept - un peu vague - de *culture humaniste*.

C'est pourquoi, l'Association des Professeurs d'Histoire et de Géographie (APHG) demande :

- 1- **Un allègement des programmes** : les élèves doivent avoir le temps d'assimiler les contenus disciplinaires, les compétences et les attitudes validées par le *Socle commun*. Les programmes doivent être en adéquation entre le contenu scientifique indispensable et le temps disponible pour les enseigner. **En l'état, les programmes de Troisième ne favorisent pas une réduction des écarts entre les élèves et une préparation de qualité aux exigences du lycée.**
  
- 2- **Des modifications dans le programme d'Histoire**. Les Professeurs d'Histoire-Géographie demandent **le retour de l'enseignement de la France sous Vichy et de la Résistance dans la leçon portant sur la Seconde Guerre mondiale. Il s'agit aussi de rétablir une cohérence avec le Concours National de la Résistance et de la Déportation (CNRD)**, qui existe depuis 1961, et dont l'APHG a toujours défendu l'importance. En effet, en étudiant séparément ces thèmes, la France sous Vichy et la Résistance étant abordées dans la quatrième et dernière partie du programme, les classes ne peuvent plus préparer efficacement le concours, qui se déroule à la fin du mois de mars.

Les collègues demandent le retour explicite de **l'analyse des causes** des deux guerres mondiales.

D'une manière générale, la classe de Troisième, dans une cohérence d'ensemble avec le cycle collège, doit apporter **les cadres chronologiques essentiels et les principales notions indispensables à la formation de tout futur citoyen**.

Les repères historiques sont trop nombreux et pourraient être allégés.

---

1 Vice-président de la Régionale d'Île de France de l'APHG. Professeur d'Histoire-Géographie au Lycée Jean-Pierre Timbaud à Brétigny-sur-Orge et au Collège Le Roussay à Etréchy (Essonne).

2 BO n°6 du 28 août 2008, entrée en vigueur en septembre 2009 pour la classe de Sixième.

- 3- **Des regroupements dans le programme de Géographie.** Les professeurs de Géographie ne disposent pas du temps nécessaire pour approfondir les thèmes abordés. Il conviendrait de traiter la question de la France et de l'Union européenne dans un seul chapitre (au lieu de trois actuellement). La question des espaces productifs devrait être reformulée et explicitée pour les élèves. Cette leçon pourrait être regroupée avec la région ou l'organisation du territoire. Les repères géographiques mériteraient d'être allégés et précisés. **L'étude de cas ne doit pas être une entrée systématique des leçons de géographie** et ne saurait avoir la même ampleur qu'au lycée, en conservant un aspect illustratif.
- 4- **Une prise en compte de la difficile mise en œuvre des programmes en classe de Troisième.** Les Professeurs d'Histoire-Géographie, comme leurs collègues des autres disciplines, font face à de très **nombreuses sollicitations** en collège. **Les heures effectives de classe ne correspondent pas aux horaires officiellement impartis**, en raison de la surabondance des réunions, de la validation du Socle commun, de l'Attestation de Sécurité routière dont notre enseignement est chargé, du projet local d'établissement (voyages, sorties culturelles, forums d'orientation, interventions extérieures...). Certaines académies n'ont offert aucune formation sur les nouvelles épreuves du DNB. Faute de moyens, certains établissements n'ont pas mis en place de séances de révisions pour les élèves. Lorsqu'elles existent, celles-ci nécessitent un investissement supplémentaire important de la part des collègues.
- 5- **Un remaniement de l'organisation du nouveau DNB<sup>3</sup>. Le cadre contraint dans la forme même des sujets, la dévalorisation de l'exercice du développement structuré, qui ne compte que pour 4 points, l'absence de problématisation dans la formulation des questions pose problème.** Par ailleurs, le trop grand nombre de questions donne le sentiment d'un « zapping », qui ne permet aucun recul critique sur les documents. L'inflation des questions de connaissances conduit à s'interroger sur la **mémorisation** des élèves : l'exercice s'apparenterait, pour beaucoup de collègues, davantage à une récitation qu'à une utilisation sélective des connaissances.

Pendant l'année, trop occupé à terminer ses programmes dans le temps imparti, le Professeur n'a pas le temps de vérifier pleinement l'état d'acquisition des connaissances par de jeunes élèves, peu habitués à travailler sur la longue durée. **L'APHG se félicite du rééquilibrage des disciplines et défend la parité entre l'Histoire et la Géographie. Elle demande, pour la question longue, à la fois en Histoire et en Géographie, qu'il y ait le choix entre deux sujets.** Des formations sur les nouvelles épreuves sont souhaitables dans toutes les Académies et des moyens supplémentaires seraient utiles pour les enseignants d'une classe d'examen.

---

3 BO n°13 du 29 mars 2012 et Note de service n°2012-029 du 24 février 2012.

- 6- **Harmoniser au niveau national l'épreuve d'Histoire des arts.** Les Professeurs d'Histoire-Géographie sont attachés à **la permanence d'un examen national**. Le coefficient attribué à cette épreuve (coefficient 2) apparaît démesuré, alors qu'il n'existe pas de véritable cadre national ni d'heures de concertation entre les collègues.
- 7- **Réaffirmer la dimension civique de nos programmes disciplinaires et la place éminente** des Professeurs d'Histoire-Géographie dans l'acquisition des compétences et des attitudes morales et civiques par tous les élèves en fin de Troisième.

*APHG – Tous droits réservés. 29 juin 2013.*